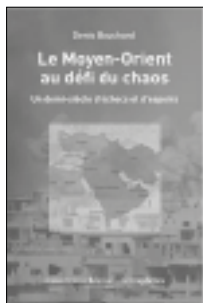


# L'ENTRETIEN DE *GÉOSTRATÉGIQUES*

## Questions à... Denis Bauchard sur son livre *Le Moyen-Orient au défi du chaos*



Denis Bauchard, *Le Moyen-Orient au défi du chaos*  
Paris, Hémisphères/Maisonneuve et Larose, 2021. 396 p.,  
ISBN : 2377011128

- *Géostratégiques* : Quelle est l'origine de cet ouvrage de géopolitique ?

- **Denis Bauchard** : Il se trouve que les hasards de ma carrière m'ont permis de suivre l'évolution de cette région sensible et fascinante qu'est le Moyen-Orient pendant plus de cinquante ans. En rédigeant ce livre, j'ai voulu tout d'abord témoigner de mes expériences comme diplomate, de mes débuts au Liban, puis comme ambassadeur en Jordanie, enfin à la tête de la direction « Afrique du Nord-Moyen-Orient (ANMO) du ministère des affaires étrangères. À ma retraite j'ai continué à m'y intéresser d'abord comme président de l'Institut du monde arabe, puis comme conseiller à l'Institut français des relations internationales où j'exerce encore. Il existe beaucoup de clichés sur le métier diplomatique : j'ai voulu montrer comment fonctionne un diplomate au quotidien quel que soit son grade, notamment pendant les situations de crise auxquelles il est de plus en plus souvent confronté. J'ai voulu aussi essayer de répondre à cette question fondamentale : comment est-on passé en cinquante ans, d'une situation de stabilité à l'ombre d'autocrates au chaos actuel qui semble ne jamais devoir se terminer. Quelle est la responsabilité des hommes et des gouvernants de la région comme des puissances extérieures ? Quel est le poids des idéologies ? comment expliquer cet engrenage vers la violence ?

- *Géostratégiques* : En tant que Directeur Afrique du Nord Moyen-Orient (ANMO) au Quai d'Orsay en septembre 1993 puis auprès du ministre des Affaires étrangères dès août 1996, vous allez être chargé de mettre en œuvre la « politique arabe et méditerranéenne » de la France ; pourriez-vous nous en rappeler les principaux fondements ?

- **Denis Bauchard** : Après la la désastreuse affaire de Suez en 1956, qui marque une rupture avec la plupart des pays arabes, la fin de la guerre d'Algérie en 1962 a permis

de reprendre une politique active en direction de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient dont les bases ont été définies par le général de Gaulle et mises en œuvre par ses successeurs. Le concept même de « politique arabe et méditerranéenne », qui permet d'englober également Israël, est venu du président Chirac personnellement. Il en a évoqué les principes fondamentaux lors de son discours à l'université du Caire le 8 avril 1996. Il l'a resitué dans une filiation gaulliste qu'il exprime ainsi : « donner un élan nouveau dans la fidélité aux orientations voulues par son initiateur, le général de Gaulle ». Les principes en sont clairs et se démarquent nettement des politiques menées par d'autres pays occidentaux, notamment les États-Unis : « volonté de dialoguer entre partenaires égaux » ; attachement aux droits des peuples à l'autodétermination, qui fait allusion à la question palestinienne ; aspiration des peuples à la solidarité et à l'unité, qui est une façon de se référer aux sentiments des opinions publique arabes ; appui à l'ouverture, sous entendue vers l'Europe, et à la paix, qui vise aussi bien à l'époque la question palestinienne que l'avenir de l'Irak encore soumis à des sanctions drastiques. Si les réactions dans les pays arabes ont été largement positives, les propos peu amènes recueillis en Israël comme aux États-Unis, ont montré l'agacement, pour ne pas dire plus, de leurs responsables face à un discours qui les prenait à contre-pied et marquait une volonté de mener une politique active dans cette région du monde.

- *Géostratégiques* : Quel bilan tirez-vous de l'action de l'IMA depuis sa création et quelles sont, selon vous, les perspectives de développement potentielles de cet établissement ?

- **Denis Bauchard** : L'objectif du président Giscard d'Estaing, lorsqu'il eut l'idée de cette institution originale par ses structures comme par son financement paritaires, était clairement de créer une sorte de *joint venture* entre la France et les gouvernements arabes. Ces derniers avaient une mauvaise image et, après le choc pétrolier de 1973, faisaient l'objet de vives critiques dans les opinions publiques en France comme en Europe. Il s'agissait de montrer comment le monde arabe avait développé au cours de son histoire une riche civilisation et que les relations qui s'étaient établies avec les pays européens, même heurtées, s'étaient traduites par un enrichissement mutuel. Je pense que cet objectif a été largement atteint sur le plan culturel : l'IMA, par ses activités, est devenu une référence dans le paysage culturel parisien, par l'ampleur de sa fréquentation comme par la qualité de ses expositions. En revanche, son équilibre financier n'a jamais été atteint. Une institution de ce type, malgré l'importance de ses ressources propres, ne peut voir son compte exploitation équilibré que si ses actionnaires, en l'espèce les États, font leur devoir,

c'est à dire lui accordent les subventions nécessaires à son fonctionnement. Or tel n'a pas été le cas du côté arabe qui n'a pas attaché à l'IMA l'intérêt qu'il mérite. Ceci demeure actuellement plus vrai que jamais.

- *Géostratégiques* : Spécialiste de la région, votre position s'est révélée d'emblée nuancée lors des premières manifestations des printemps arabes de 2011 ; quels sont les éléments qui ont motivé aussi rapidement cette clairvoyance lorsque l'on compare le temps de compréhension qui a été nécessaire à l'ensemble des observateurs ?

- **Denis Bauchard** : Les printemps arabe, nés en Tunisie en décembre 2010 et qui se sont répandus par effet domino, ont suscité effectivement une vague d'enthousiasme dans les pays concernés mais également une forte sympathie, dans les pays occidentaux, notamment en France. Le président Sarkozy, après le fiasco diplomatique subi en Tunisie, a salué ce mouvement. Il a été à l'origine de la déclaration du G 8 réuni à Deauville en mai 2011 qui affirme son « engagement en faveur des libertés et de la démocratie », accompagné d'une aide financière substantielle. L'évolution de ces mouvements, avec la prise du pouvoir par les Frères musulmans en Tunisie et en Égypte et le développement de violences voire de situations de guerre civile, ont conduit à une attitude beaucoup plus prudente des pays occidentaux qui, dès la fin de l'année 2012, met plus l'accent sur la stabilité plutôt que sur la promotion de la démocratie. En outre les conditions d'une évolution vers la démocratie – présence d'une classe moyenne déterminée, opposition organisée, affaiblissement des pouvoirs, neutralité des armées - ne sont pas encore réunies. L'échec de ces mouvements, malgré un nouvel élan en 2019, n'est sans doute pas définitif. Mais le chemin vers une certaine forme de démocratie sera long et encore ponctué de violences tant les pouvoirs en place, qu'ils soient monarchiques ou républicains, sont décidés à se maintenir, y compris au prix d'une répression sans état d'âme. Enfin le contexte actuel né de la guerre en Ukraine, n'est guère favorable à une évolution paisible vers la démocratie

- *Géostratégiques* : Comment analysez-vous cette « territorialisation du terrorisme » avec le projet de rétablissement du Califat par Daesh ?

- **Denis Bauchard** : En effet Daesh est, comme l'indique la traduction de son acronyme, l'État islamique en Irak et au Levant. Dans les faits, profitant de la faiblesse des structures administratives tant dans l'est de la Syrie qu'au nord ouest de l'Irak, il a mis en place un véritable État avec son gouvernement, son budget, ses ministres, son armée équipée du matériel militaire abandonné sur place et des transfuges de l'armée de Saddam Hussein dissoute par le proconsul américain siégeant à Bagdad,

Paul Bremer. Les programmes scolaires ont été refondus, des tribunaux religieux institués, et une propagande efficace est organisée en utilisant les formes les plus modernes de la communication. Fin 2014, il contrôlait un territoire équivalent de 250.000 km<sup>2</sup>, soit l'équivalent de la moitié de la surface de la France, à cheval sur la Syrie et l'Irak et près de 8 millions d'habitants en grande majorité sunnites. Cette stratégie, différente d'Al Qaïda s'est révélée dans un premier temps payante et a eu une force d'attraction évidente puisqu'elle a attiré plusieurs milliers de combattants étrangers, y compris des européens. Ce proto-État n'a pu résister à l'ampleur des moyens mis en œuvre contre lui par la coalition menée par les États-Unis. Après un accueil plutôt favorable, la population a de moins en moins supporté le sectarisme religieux et la violence des nouveaux maîtres. Après l'échec militaire de l'État islamique en 2017 avec la prise par la Coalition de Mossoul et de Rakka, celui-ci reste encore actif en Syrie comme en Irak, mène une activité clandestine, et contrôle toujours certaines poches de territoires. Son éradication complète est loin d'être terminée.

- *Géostratégiques* : Dans la partie de votre ouvrage sur le « basculement géopolitique », vous évoquez la marginalisation des pays occidentaux et des États européens qui n'ont pas les moyens de leurs ambitions ; comment en est-on arrivé là ?

- **Denis Bauchard** : Les raisons en sont multiples. Tout d'abord l'intervention désastreuse des États-Unis en 2003 en Irak suivie d'une période d'administration directe par un proconsul maladroit a suscité une vague de réactions critiques au niveau des opinions arabes comme de certains gouvernements de la région. Cette phase interventionniste suivie par une volonté de désengagement à partir de 2013, à l'initiative du président Obama et de ses successeurs, pour se tourner vers le pivot du Pacifique, a paradoxalement suscité des réactions négatives dans les pays proches des États-Unis, notamment les pays du Golfe. L'absence de réaction américaine à l'attaque au gaz toxique par le régime syrien en août 2013, de même qu'à des tirs de missiles iraniens sur des installations de l'ARAMCO en septembre 2019, ont contribué à une perte de crédibilité de Washington. Quant à l'Europe, face à des printemps arabes qui tournaient souvent au chaos, elle a concentré ses efforts dans la lutte contre Daech et le terrorisme. Dans le même temps, la Russie qui avait perdu de son influence durant la décennie noire des années 1990, est revenue en force non seulement là où elle était traditionnellement présente comme en Syrie, mais également dans des pays avec lesquels elle avait des relations auparavant méfiantes voire difficiles, comme avec l'Iran, Israël et l'Arabie saoudite. De son côté, la Chine présente jusqu'alors essentiellement sur le plan commercial, mène avec

Xi-Jinping une politique d'entrisme, ponctuée de partenariats avec l'Égypte comme avec l'Iran, en se référant à l'initiative stratégique que représente la Route de la Soie.

- *Géostratégiques* : Dans votre étude du positionnement sur la question moyen-orientale des chefs d'État français sous la V<sup>e</sup> République, vous insistez sur la rupture de l'année 2007 avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy. Pourquoi ce bouleversement funeste pour la politique arabe de la France a-t-il été confirmé par ses successeurs ?

- **Denis Bauchard** : Paradoxalement, la rupture voulue par le président Sarkozy, caractérisée par un tropisme atlantiste, une sympathie affichée pour Israël, la tentation des interventions militaires a été poursuivie par son successeur, François Hollande. Le président Macron, dès sa première intervention devant la conférence des ambassadeurs en août 2017, a affiché sa volonté d'afficher un retour à la filiation « gaullo-mitterrandienne ». La mise en œuvre de cette politique n'a respecté que partiellement cet engagement. Le tropisme atlantiste est resté fort sur des dossiers comme l'Iran et un certain goût pour les interventions militaires a persisté ; le président a évité de s'engager sur la question palestinienne. En revanche il a repris la tradition respectée jusqu'en 2007 sur l'Otan, les relations avec la Russie, l'Afrique du Nord et, au Moyen-Orient, le Liban, l'Égypte et les pays du Golfe. On a cependant constaté une dégradation de l'image de la France, notamment en raison de la nouvelle évolution du débat sur la laïcité et la situation des immigrants et de la loi sur le séparatisme de 2021, jugée, à tort ou à raison, comme étant discriminatoire à l'égard des musulmans. Au total, la politique menée en Afrique du Nord et au Moyen-Orient depuis 2007 peut apparaître flottante et décevante par rapport à la période antérieure où elle avait connu continuité et de réels succès.

- *Géostratégiques* : En fin d'ouvrage, vous développez un certain nombre de réflexions sur le métier de diplomate à l'aune de l'expérience que vous avez acquise tout au long de votre imposante carrière ; quel jugement le diplomate que vous êtes porte sur la réforme récente du statut diplomatique décidée par le président de la République ?

- **Denis Bauchard** : En fait, le corps diplomatique est la victime collatérale de l'ambitieuse réforme de la haute fonction publique entreprise par le président de la République, même si celle-ci n'impliquait pas directement la suppression du corps des conseillers d'ambassade et des ministres plénipotentiaires. En fait il existe un malaise, pour ne pas dire une colère sans précédent, qui s'est manifestée par une grève suivie par une grande partie des agents du Quai d'Orsay, y compris des ambassadeurs et des directeurs. Outre la suppression de ces corps et les conditions encore floues

de la façon dont le ministère des Affaires étrangères recrutera les nouveaux administrateurs d'État, il y a la crainte de nominations dans des postes d'encadrement du Quai d'agents sur la base de la sensibilité politique, du népotisme, du clientélisme débouchant vers un *spoils system* à la française que le président semble appeler de ses vœux. Ceci est tout à fait contraire à la tradition de la fonction publique française. En outre, la réduction des moyens dévolus au budget des Affaires étrangères, des transferts de compétences non justifiées s'ajoutent à un malaise grandissant qui nécessite un dialogue urgent que la nouvelle ministre, elle-même ancienne diplomate, devra mener dans un esprit d'ouverture.

- *Géostratégiques* : À la toute fin de votre ouvrage vous développez l'idée des trois *scenarii* pour la région, blanc, gris ou noir : pourriez-vous les résumer pour nos lecteurs

- **Denis Bauchard** : En fait cette réflexion est largement un jeu intellectuel. Ce qui caractérise dans le passé l'évolution du Moyen-orient, c'est le caractère inattendu de nombreux événements largement imprévus – l'intervention américaine de 2003, les printemps arabes, le développement du terrorisme. Plus qu'ailleurs, le futur est très difficile à prévoir. J'ai distingué un scénario blanc, peu probable, de retour à la stabilité et, sinon d'une *pax americana*, une volonté commune des grandes puissances d'apaiser les tensions. Le scénario noir déboucherait sur un chaos généralisé qui affecterait aussi le Golfe, actuellement zone de stabilité, avec une affrontement ouvert entre Israël et l'Iran. On constaterait une reprise inquiétante du terrorisme à partir de sa base arrière d'Afghanistan. Le plus vraisemblable serait un scénario gris où certains pays retrouveraient une certaine stabilité et des percées démocratiques tandis que d'autres resteraient des États faillis. Il est probable qu'aucun de ces scénarios n'interviendra et que l'on aura des situations mixtes, une sorte de puzzle de pays dans différentes situations. Heureusement, le pire n'est jamais sûr. ■